



**William Viry-Allemoz**

Secrétaire Général

Monsieur Jean-François CARENCO  
Président  
Commission de Régulation de l'Energie  
15 rue Pasquier  
75379 PARIS Cedex 08

Paris, le 17 avril 2019

Objet : réponse à la consultation publique relative à la structure du prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de GRTgaz et TEREGA

Monsieur le Président,

L'encadrement des entreprises du secteur énergétique français est depuis plusieurs années un acteur central de la mise en œuvre des choix de politique énergétique de la France, il est donc extrêmement attentif à toutes les évolutions du secteur énergétique et en particulier aux conditions de régulation qui s'y appliquent.

La dernière consultation publique lancée par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) sur le cadre de régulation des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de GRTgaz a retenu toute l'attention de la CFE-CGC Energies. Première organisation syndicale représentative de l'encadrement des entreprises des Industries Electriques et Gazières et surtout deuxième organisation syndicale de GRTgaz avec 37 % de représentativité aux dernières élections professionnelles, la CFE-CGC Energies considère que cette consultation lui donne l'opportunité de préciser ses positions sur l'avenir des services publics de transport de gaz.

En 2016 lors de la consultation dite ATRT6, nous rappelions déjà l'importance du gaz et de ses infrastructures dans le mix énergétique français en pleine transition. Vu de notre organisation syndicale, le gaz était et reste à la fois :

- Une vraie énergie de transition et du futur. Moins carboné que toutes les autres énergies fossiles, le gaz est particulièrement bien adapté en soutien à d'autres énergies comme l'électricité et la biomasse, y compris les nouvelles énergies alternatives. Des filières totalement décarbonés comme le biogaz sont en plein essor actuellement, d'autres comme le power to gaz ou l'injection d'hydrogène peuvent le devenir.

.../...

- Un réel vecteur d'activités économiques intégrées. Les infrastructures françaises sont à la fois utiles, acceptables et acceptées par leur environnement, connectées aux besoins des parties prenantes. Depuis plusieurs années, les gestionnaires d'infrastructures sont déjà en route vers des démarches plus éthiques et environnementales, conformes aux attentes des salariés, des clients, des citoyens et des collectivités que ce soit par leur maîtrise de l'existant, par l'intégration des projets en cours ou dans les phases de démantèlement des installations obsolètes.
- Résolument tournée vers l'avenir, la CFE-CGC Energies souhaite conserver un ancrage territorial fort de la filière gaz ainsi que des activités techniques et commerciales de qualité et de proximité en lien avec les attentes et les nouveaux besoins des clients particuliers, industriels et institutionnels.

Au-delà de ces principes généraux que nous tenons à rappeler en préambule, la consultation publique que vos services ont lancé le 27 mars dernier appelle de notre part les remarques suivantes :

A la question 1 “ *Partagez-vous le bilan de la CRE sur le dimensionnement des réseaux français de transport de gaz naturel et sur la nécessaire prudence dans le lancement de nouveaux projets d'investissements* ”, il est indiqué dans la note technique de la consultation que la place de marché unique a permis d'instaurer un prix unique sur les marchés français au bénéfice de l'ensemble des consommateurs français.

Cette place de marché correspond à l'étape finale de 15 années d'investissements. A l'aube d'une nouvelle ère du gaz, il nous semble primordial de disposer d'un bilan exhaustif de cette période d'investissements majeurs. Par exemple, la période passée a montré la difficile adéquation entre la visibilité proposée par un marché ouvert et la durée de vie des investissements de transport, de stockage de gaz naturel et de regazéification du GNL. Ces ouvrages construits ces 15 dernières années auront-ils encore une valeur dans un marché annoncé comme décroissant, ne pourraient-ils pas être considérés comme des coûts échoués dans les 10 prochaines années, comme déjà certains ouvrages de stockage de gaz ? N'ont-ils pas permis d'exporter de la valeur en dehors de nos frontières au détriment du marché français ? N'ont-ils pas aussi permis de transporter le gaz encore plus loin au détriment des émissions de gaz à effet de serre ? N'ont-ils pas d'ores et déjà réduit les marges pour rendre compétitifs des gaz dé-carbonés comme le Bio-méthane ? Et pourtant, des critères de type coûts/bénéfices ont validé ces investissements.

Voici un ensemble de sujets qui auraient dû être présentés dans cette consultation pour pouvoir répondre à la question concernant le bon dimensionnement des réseaux. De la même manière, c'est un ensemble de question qui mériteraient d'être posées pour éclairer l'avenir. Des signaux économiques, forcément de courte durée, sont-ils des indicateurs valables d'investissement ? Permettent-ils vraiment d'établir des ordres de priorité au regard des enjeux de la transition énergétique ?

En outre, en tenant compte de ces éléments, il ne nous semble pas pertinent pour le futur de retenir des analyses coûts / bénéfices et encore moins renforcées. En effet, ces analyses ne permettent que d'avoir une vision court terme alors que les nouveaux enjeux dans le domaine du gaz sont ceux relevant de la transition énergétique et doivent tout autant répondre aux ambitions de court terme que ceux de long terme tout en consolidant la sécurité d'approvisionnement.

.../...

D'autre part, les enjeux de la transition énergétique sont d'un tout autre ordre que celui d'unifier les places de marché pour les consommateurs de gaz, les opérateurs, les fournisseurs et les collectivités. Pour certains, les enjeux dont de l'ordre de la survie avec des conséquences de type prise en charge de coûts échoués par la communauté, sans oublier les conflits sociaux induits.

Aucun autre critère que ceux de la création de valeur indigène, de la pérennisation des activités relatives à la filière gaz, de la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) ou autres polluants ne devrait être considéré à l'aune des enjeux économiques et environnementaux. Tout autre critère constituerait obstacle à une trajectoire ne présentant qu'une sortie possible, la décarbonation des réseaux.

A la question 24 « *Êtes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau* », la CFE-CGC Energies considère que l'injection de biométhane dans les réseaux est absolument nécessaire à la pérennisation des activités de transport, et donc comme inutile la prise en compte de critères visant à réduire les contraintes sur les réseaux.

Plutôt qu'un signal économique à destination de la filière biométhane qui ne sera qu'un détournement vers des ambitions plus grandes, il paraît plus pertinent de proposer aux acteurs de la filière (producteurs, promoteurs de projets...) les zones pour lesquelles l'injection de biométhane sera la plus rapide et la moins émettrice de GES, par exemple en minimisant l'usage de transports polluants, ou encore en favorisant des installations avec une faible empreinte carbone.

Par ailleurs, d'autres textes comme la Programmation Pluriannuelle de l'Energie et ses décrets d'application semblent davantage se préoccuper de l'économie de la filière biométhane. Il serait donc possible de rendre inefficace une filière en cumulant les contraintes, pire encore en croisant les contraintes et/ou en introduisant une pression disproportionnée et excessive qui ne va pas dans le sens de l'efficacité des services publics de transport.

A la question 25 « *Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur la structure du tarif ATR7* », la CFE-CGC Energies est convaincue qu'en base, le tarif de transport doit veiller à une juste répartition entre les consommateurs français et les autres utilisateurs du réseau desservant d'autres consommateurs ou finalités. Nous militons pour ne pas concurrencer les opérateurs d'infrastructures gaz français et que les pouvoirs publics favorisent via les tarifs et la fiscalité les projets innovants gaz utiles à la transition énergétique française.

Pour la CFE-CGC Energies, les réseaux de transport de gaz sont des infrastructures énergétiques essentielles, à caractère éminemment industriel et au cœur d'une mutation qui engage la France comme l'Europe pour les prochaines décennies. Elle revendique donc par conséquent une trajectoire d'investissements qui s'inscrive dans une vision industrielle de long terme et un cadre de régulation tarifaire qui lui soit cohérent.

.../...

Nous vous remercions pour l'attention que vous pourrez porter aux analyses de l'encadrement des entreprises du secteur énergétique français. Dans l'attente de vous rencontrer pour compléter nos propos, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.



William VIRY ALLEMOZ